



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Luxembourg, le **28 JUIL. 2016**



Monsieur Fernand Etgen
Ministre aux Relations avec
le Parlement

Service Central de Législation
43, boulevard F.D. Roosevelt
L – 2450 Luxembourg

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer en annexe la réponse à la question parlementaire N° 2191 du 30 juin 2016 des honorables députés Madame Josée Lorsché et Gérard Anzia, concernant la piste cyclable PC15 à Ettelbruck, tout en vous priant de bien vouloir en assurer la transmission à Monsieur le Président de la Chambre des Députés.

Recevez, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

François Bausch
Ministre du Développement durable
et des Infrastructures

Réponse de Monsieur François BAUSCH, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, à la question parlementaire n°2191 du 30 juin 2016 de Madame la Députée Josée Lorsché et Monsieur le Député Gérard Anzia

Par leur question parlementaire les honorables Députés souhaitent s'informer sur la piste cyclable nationale PC5 longeant l'Alzette.

De façon générale et suivant la loi du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux, l'article 5 prévoit que *« les aménagements à faire sur les propriétés privées, bordant un itinéraire cyclable du réseau national, ne sont pas soumis à l'octroi d'une permission de voirie. Les travaux à réaliser sur l'assise-même de l'itinéraire cyclable du réseau national, à l'exception des travaux de conservation et d'entretien, sont soumis à l'obtention d'une permission de voirie »*.

Est à considérer comme « assise-même d'un itinéraire cyclable » la couche de roulement pour cyclistes et le cas échéant des accotements de minimum 0,5 mètre. Pour des cyclistes sur un tronçon d'une voirie normale, que ce soit une voie cyclable ou une voie suggestive, seule l'assise utilisée par les cyclistes est considérée. Pour une piste cyclable proprement dite, un chemin agricole, un chemin forestier ou une voirie avec trafic mixte, le gabarit total de l'assise (y inclus les accotements) est considéré.

Le terme « travaux » utilisé dans la loi du 28 avril 2015 est à assimiler avec un chantier. D'après la définition du chantier dans le Code de la Route : *« périmètre de la voie publique qui fait l'objet de travaux, qui est occupé par des obstacles dressés en relation avec des travaux ou à la suite d'un cas de force majeure ou qui est occupé par des véhicules utilisés en relation avec des travaux »* comme par exemple des travaux constructifs, l'installation du chantier et l'accès au chantier nécessitent donc une autorisation par l'Administration des Ponts et Chaussées.

En ce qui concerne le barrage de l'itinéraire cyclable dans le cadre de manifestations, il y a lieu de prendre pour toutes les voies publiques en dehors des agglomérations un règlement de circulation émis par le ministère suivant l'article 5 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la Route). Les tronçons à l'intérieur des agglomérations tombent sous la compétence des communes. Néanmoins l'Administration des Ponts et Chaussées demande un accord préalable pour de tels tronçons.

Dans tous les cas l'Administration des Ponts et Chaussées contrôlera l'opportunité du barrage et des travaux sur l'itinéraire cyclable et jugera sur le besoin d'un barrage complet ou partiel de la piste cyclable respectivement si elle restera en service pendant les travaux. En cas d'un barrage, il y a lieu d'indiquer en temps utile une déviation précise aux cyclistes. L'Administration des Ponts et Chaussées s'occupe de la mise en place de cette déviation et sécurisera en cas de besoin le cycliste par rapport au trafic motorisé rapide. D'autant plus, les cyclistes doivent être avertis, moyennant un panneau aux extrémités du chantier, au moins une semaine avant le début des travaux, sur la présence du chantier, sur la période durant laquelle les travaux se déroulent (date de début et durée en semaines/mois) et sur la déviation à suivre (carte en annexe à publier sur place).

Afin de pouvoir garantir les mesures précitées, il y a lieu que le requérant introduise ses demandes en temps utile auprès de l'Administration des Ponts et Chaussées, à savoir, au mieux 3 mois avant le début du chantier pour une permission de voirie et au moins 1 mois à l'avance pour un barrage à cause d'une intervention ou affectation sur la circulation.

Pour le cas précis d'Ettelbruck, aucune permission de voirie pour des travaux sur l'assise de la piste cyclable n'a été demandée et nos services n'étaient pas informés sur le fait de l'aménagement d'une clôture ou d'une porte. En conséquence, aucune autorisation n'a été établie afin de pouvoir par la suite mettre en place une déviation adéquate.

L'Administration des Ponts et Chaussées est en train de chercher des solutions pour ce tronçon de la PC15 afin d'éviter que les cyclistes soient obligés de suivre une déviation à chaque manifestation dans les alentours de la « Däichhal ».